

## CONFINEMENT ?

Le problème de notre pays c'est que le Gouvernement Macron est engoncé dans une idéologie ultra libérale fanatique qui le conduit à ne pas anticiper, ne pas intervenir sur les outils économiques et se contenter de faire du marketing politique. Ce n'est pas de l'incompétence. C'est du dogmatisme.

Le confinement est une mesure très archaïque. Comme on ne sait pas quoi faire d'autre, on fige le pays en espérant que ça fige le virus. C'est une mesure du Moyen-âge, qui peut se comprendre lorsqu'on est « surpris » en mars, que l'on ne dispose pas des plus élémentaires moyens matériels, et que l'hôpital est incapable de faire face à une épidémie massive. Mais 8 mois plus tard, pourquoi est-on en situation de n'avoir pas plus de choix ?

Le confinement est un désastre économique et social. Sa mise en œuvre une seconde fois me met personnellement très en colère. Et ce n'est pas la colère hypocrite du MEDEF dont les membres les plus éminents, en bons capitalistes sans morale, ont profité de la pandémie pour s'enrichir ou pour restructurer et délocaliser les industries. C'est la colère des milliers de pauvres qui vont se noyer dans des difficultés financières supplémentaires parce que perdre quelques euros de revenu est un drame pour eux. La colère des milliers de chômeurs supplémentaires et de tous ces jeunes qui débarquent sur le « marché » de l'emploi dans ce contexte. La colère des filières culturelles ou sportives qui meurent. La colère des salariés des « commerces non essentiels » qui sont abandonnés. La colère de la Sécu exsangue parce que ses caisses sont prises pour un distributeur automatique par le Gouvernement alors que les profits ne sont même pas égratignés. La colère pour les infirmières et les médecins qui servent de paillason à leur Ministère, comme les profs d'ailleurs. La colère des premiers de corvée à qui on promet une 2<sup>ème</sup> vague plus meurtrière que la 1<sup>ère</sup>. La colère pour nous tous.

Nous devons nous confiner. Mais nous devons aussi demander des comptes à ce Gouvernement inconséquent. Ce sont des criminels.

Je ne m'étends pas sur la situation, nous la connaissons tous. Même Macron, tout de mépris vêtu, est obligé de reconnaître les erreurs. Mais il s'en exonère

immédiatement sous le prétexte qu'on ne pouvait pas faire autrement. Responsable mais pas coupable. On l'a déjà entendu et c'est la question principale : pouvait-on faire autrement ?

Sans aucun doute puisque d'autre pays y sont parvenus. En octobre, la Chine - pays d'1,3 milliards d'habitants - prenait de nouvelles mesures ciblées et massives dès qu'elle détectait quelques dizaines de cas... Pas de seconde vague à l'horizon. Le Vietnam ne compte que quelques cas détectés, tous importés, ces dernières semaines. Pendant que l'Amérique du Sud plonge comme l'Europe, Cuba n'a connu que 87 décès et la pandémie semble sous contrôle. Il faut rajouter que l'île révolutionnaire a envoyé près de 50.000 médecins dans divers pays du monde pour aider à soigner (*dont 15 en Martinique*).

Objectivement, il n'y a pas que les pays socialistes qui s'en sortent bien : la Nouvelle Zélande (*pays qui a renationalisé son chemin de fer il y a quelques mois - spéciale dédicace*) s'inquiétait le 15 octobre d'une possible recrudescence après avoir détecté 1 cas !!! Des mesures énergiques étaient immédiatement prises...

A chaque fois, il semble y avoir une caractéristique commune : on détecte vite car on teste systématiquement et massivement, et on agit pour circonscrire le foyer infectieux.

Donc que devrait-on faire en France ?

Nous sommes « en guerre » selon le Président Macron. Et pourtant il se contente d'attendre le virus derrière la ligne Maginot des mesures barrière. Là encore, je précise qu'il faut effectivement appliquer ces mesures. Mais elles ne sont que symboliques et manifestement peu efficaces. C'est ce qu'on applique quand il n'y a plus rien d'autre. C'est comme si toute la sécurité des circulations ferroviaires reposait seulement sur le port du gilet orange. Heureusement que nous avons les mesures techniques lourdes et les procédures de sécurité, sinon il y aurait des morts tous les jours ! Le gilet ne sert modestement que lorsque toutes les autres mesures ont été débordées... Donc en fait, il vaut mieux éviter d'avoir à s'en remettre à lui, même s'il faut le porter !

Donc c'est parti pour le confinement. Déjà on s'interroge : pourquoi l'Etat se contente

d'interdire et n'organise pas. Il faut réquisitionner les centres de colo ou de vacances (*qui de toutes façons ne servent pas*) pour loger correctement les SDF, les orphelins, et tous ceux qui sont en détresse. A ce titre, le Comité Central d'Entreprise SNCF avait mis à disposition des pouvoirs publics ses propriétés lors du précédent confinement mais très peu ont été utilisées... Ensuite il faut stopper les procédures d'expulsion locative (*je sais, la trêve commence le 1<sup>er</sup> novembre, mais elles reprennent le 31 mars et rien ne sera réglé à ce moment-là d'après le conseil scientifique, donc autant anticiper et trouver des solutions alternatives*). Il faut également assurer le ravitaillement des personnes isolées, ou celles qui ne peuvent pas sortir (*handicapées*), ou celles qui ne devraient pas sortir car jugées fragiles face au virus. Certaines mairies ont mis en place des choses mais c'est insuffisant et inégal d'une ville à l'autre. Pourquoi ne pas mobiliser les personnels municipaux pour les livraisons et réquisitionner les plateformes de la grande distribution pour l'approvisionnement... La « guerre », c'est le moment où on organise la survie, pas celui où on fait des expériences de décentralisation libérale !

Concernant l'application numérique pour tracer les cas contacts, il y a clairement un manque de confiance des citoyens vis à vis de ce dispositif. La crainte principale semble être le flicage ou l'utilisation mercantile des données collectées par l'entreprise privée fabricante. Plutôt que de faire la morale, le Gouvernement devrait chercher à faire la transparence : confier la création et la gestion de cet outil à un organisme public au-dessus de tout soupçon (*l'INSEE ou une autre structure disposant d'un peu d'indépendance pourrait s'en occuper*), et créer un organisme de contrôle de l'utilisation avec des représentants de toutes les tendances politiques, d'associations, et même de citoyens tirés au sort. Bref, tout faire pour que ce dispositif ne soit plus un objet de controverse mais redevienne un outil technique neutre au service de l'intérêt général. Au passage, l'indépendance des fonctionnaires grâce à leur statut, ça sert à ça...

Si on veut limiter le confinement dans le temps, faire baisser rapidement le taux de contamination et surtout éviter une

remontée lors du déconfinement, il faut tester, tester, tester !!! Mais pas selon le système actuel (*on ne teste que les cas symptomatiques donc c'est déjà trop tard, et on attend les résultats trop longtemps donc ça ne sert à rien*). Il faut passer au test systématique afin de débusquer tous les cas non symptomatiques, les confiner rapidement et ainsi briser la chaîne de contamination. Donc déjà il faut des tests rapides et simples d'utilisation (*les tests antigéniques donnent un résultat en 30 minutes et ne nécessitent pas de geste médical*). La Chine en dispose depuis mars après avoir organisé la coopération de 22 de ses universités afin de les développer... en France ils débarquent à peine parce qu'on laisse les entreprises privées et le marché les développer... Grâce à eux il est possible de créer de véritable Check point partout, par exemple à l'entrée des EHPAD (*ce qui permettrait d'autoriser les visites*), évidemment à tous les points d'entrée du pays, et dans n'importe quelles structures repérées comme génératrice de foyers d'infection. L'armée pourrait être mobilisée pour créer des points de test dans les quartiers, dans les gares, dans les centres commerciaux. Les employeurs pourraient également être mis à contribution : ils ne veulent pas du confinement, eh bien, qu'ils organisent les tests systématiques à la prise de service. En France 287 grandes entreprises emploient 4 millions de salariés, ce serait déjà ça de moins à organiser pour les pouvoirs publics. Si on élargit aux entreprises de taille intermédiaire c'est 7,5 millions de salariés de plus. Enfin l'école et l'université pourraient aussi être des lieux de tests massifs. Et une fois la détection largement déployée, il faudrait confiner immédiatement les cas positifs, en prévoyant des dispositions pour les exonérer du travail et les indemniser (*afin qu'ils ne soient pas récalcitrants à se faire tester*), et aussi pour les isoler de leur famille s'ils le souhaitent (*dans le cas contraire, c'est toute la famille qui serait confinée*). Si ce genre de dispositif était déployé réellement, le confinement systématique ne serait plus nécessaire. Et on disposerait aussi de statistiques fiables sur l'évolution de l'épidémie.

Pour terminer il faut se préoccuper sérieusement de la dernière ligne de défense, l'hôpital public, qui est dans un état grave. Macron fanfaronne en expliquant qu'on ne peut rien faire puisqu'il faut 5 à 10 ans pour former le personnel. Il faudrait déjà néanmoins afficher l'arrêt des

fermetures de lits et une programmation pluriannuelle de formation et d'embauche de personnel médical. Ça ne résoudrait pas nos problèmes d'aujourd'hui mais ça éviterait d'en créer dans 10 ans, comme l'ont fait Sarkozy et Hollande. 10 ans c'est demain. Ensuite, il faut re motiver sérieusement les effectifs existants, stopper l'hémorragie. Au-delà du plan d'embauche il faut de la reconnaissance : les personnels revendiquent 300 € d'augmentation mensuelle, accordons-leur immédiatement, sans mégoter ! La CGT a chiffré la mesure à 8,7 milliards. Certains en seront horrifiés mais c'est 1/10<sup>e</sup> du CICE qui n'a créé aucun emploi, c'est la moitié du plan d'aide au secteur aérien qui licencie à tour de bras, etc... Et c'est une vraie mesure de relance parce qu'en plus, ça dope la consommation et donc la reprise économique... Côté réaction immédiate pour faire face à la vague, il faut une mobilisation générale pour soulager la médecine de ville et les urgences, pour faire les tests partout, etc. Cette mobilisation pourrait par exemple s'incarner dans la réquisition des spécialités non essentielles (*chirurgie plastique et plein d'autres*). Ces gens ont fait médecine. Ils ne peuvent peut-être pas traiter un patient en réa, mais ils peuvent sûrement aider aux étapes antérieures de la maladie. Il faut réquisitionner les personnels et infrastructures privées, et pourquoi pas solliciter l'aide des pays qui ont déjà vaincu la maladie. Les personnels de santé eux-mêmes ont probablement des idées sur la manière de leur apporter des moyens. Là aussi il ne faut pas ergoter ! Nos lits de réa, qui devaient passer à 15.000 avec des respirateurs made in France qui ne sont finalement jamais arrivés, doivent effectivement être augmentés. 50 lits en moyenne par département c'est un scandale. Lancer une entreprise publique de fabrication de ce genre de matériel ne serait pas du luxe. Et en profiter pour rouvrir quelques hôpitaux fermés récemment pourrait aussi être utile, notamment pour ne pas reporter trop d'opérations et de traitement des autres maladies graves. Si les chinois arrivent à construire un hôpital de campagne en 15 jours, nous devrions pouvoir rafraîchir et re équiper un bâtiment assez rapidement (*Hôtel-Dieu à Paris et à Lyon, Val de grâce...*). Peu importe qu'ils aient été cédés pour des opérations immobilières. Si on peut mettre entre parenthèses le Code du travail, pourquoi ne le pourrait-on pas avec le Code du

commerce ? On reprend ce qui n'aurait jamais dû être vendu, dans l'intérêt supérieur de la Nation ! - Alors bien sûr tout cela coûte beaucoup d'argent. Donc dans les mesures d'urgence, il faut aussi trouver de quoi assumer. A situation exceptionnelle (*nous sommes en guerre ou pas ?*), mesure exceptionnelle : les sociétés du CAC40 prévoient 30 milliards de dividendes à leurs actionnaires cette années, taxons cela à hauteur de 50, 70, ou 100%, en fonction de ce qui est nécessaire. Si l'on élargit à toutes les sociétés cotées de France, on peut imaginer qu'au moins 80 à 100 milliards sont mobilisables. Et si l'on rajoute les grandes fortunes, les très hauts revenus, la rémunération des propriétaires d'entreprises non cotées, on voit qu'il n'y a pas trop de problème. Si Chypre a pu prélever 60% de l'épargne de ses citoyens au-delà de 100.000€ pour faire face à une petite crise financière, nous pouvons faire pareil sur les grosses fortunes pour affronter la pire pandémie de notre siècle. Et si nous voulions être encore plus efficaces, on ne se contenterait pas de taxer, on reverserait la somme sous forme de salaire exceptionnel aux salariés, l'Etat en récupérerait au moins 20% sous forme de fiscalité, les collectivités locales en profiteraient aussi, et la Sécu - grâce aux cotisations sociales. On récupérerait 30%, et ça doperait un peu la consommation pour relancer les spectacles, les librairies, les restos, etc...

Le dernier point c'est la mise en œuvre. 2 étapes : dès maintenant, trouver des formes de lutte sociales pour exiger des mesures concrètes de son entreprise, d'une autorité de santé, d'un préfet... La CGT peut y contribuer alors syndiquez-vous, organisez-vous, battons-nous ! et en 2022 on vire ces incompetents et on se mobilise massivement pour porter au pouvoir des gens qui mettront réellement des solutions en place ! Voilà, j'écris tout parce que ça fait du bien de formaliser ses idées pour les soumettre au débat. Je n'en peux plus des commentaires permanents sur les chaînes d'info et de la répétition stupide des éléments de langage du gouvernement dans la plupart des médias. Oui on peut faire autrement que l'enchaînement d'imbécilités qu'ils nous imposent !!

Laurent Brun  
CGT Cheminots